



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES (SCA)

Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC-Ouest)

Contact : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST

Quartier Foch - BP 22
35 998 RENNES CEDEX 9

Objet de la consultation :

Réalisation de formations avec présentation aux épreuves de permis de conduire B, BE, C, CE, D et toutes les formations FIMO/FCO/Passerelle au profit du Ministère des Armées.

Règlement de la consultation

**L'offre de chaque candidat doit être déposée au plus tard
aux date et heure fixées sur la plateforme des achats de l'Etat
(« PLACE »)**

Annexe :

Annexe 1 : Cadre de réponse technique (CRT – 1 par lot)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
3.1 - Procédure de passation	3
3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)	3
3.3 - Allotissement – lieux d'exécution	3
3.4 - Forme et étendue de l'accord-cadre	4
3.5 - Prestations similaires :	Erreur ! Signet non défini.
3.6 - Durée et reconduction de l'accord-cadre.....	4
3.7 - Variantes.....	4
3.8 - Prestations supplémentaires éventuelles	4
ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS	5
4.1 - Contenu des documents de la consultation	5
4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents	5
4.3 - Modification de détail des documents de la consultation	5
4.4 - Questions – Réponses	6
ARTICLE 5 - CANDIDATURE	6
5.1 - Exclusions.....	6
5.2 - Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance.....	6
5.3 - Présentation et contenu des candidatures	6
5.4 - Examen des candidatures	7
5.5 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	8
5.6 - Précisions sur la sous-traitance	8
ARTICLE 6 - OFFRE.....	9
6.1 - Présentation de l'offre	9
6.2 - Supports de cours	9
6.3 - Examen des offres	9
6.4 - Critères d'attribution	9
6.5 - Négociation.....	12
6.6 - Durée de validité des offres	12
6.7 - Conditions de remise des plis et modalités de signature électronique	12
ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
7.1 - Documents à fournir.....	13
7.2 - Signature de l'accord-cadre ou du marché	14
ARTICLE 8 - LANGUE	14
ARTICLE 9 - CONTENTIEUX.....	14

ARTICLE 1 - ACHETEUR

MINISTÈRE DES ARMÉES
PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST
Division achats publics - Bureau Achats Formation
Quartier Foch – BP 22
35998 RENNES CEDEX 9

La Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC-Ouest) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification de l'accord-cadre ;
- notification des bons de commandes ;
- reconduction de l'accord-cadre ;
- non reconduction de l'accord-cadre ;
- résiliation de l'accord-cadre ;
- modification de l'accord-cadre ;
- suivi administratif de l'accord-cadre ;
- règlement amiable.

Son directeur est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de formations avec présentation aux épreuves de permis de conduire, B, BE, C, CE, D et toutes les formations FIMO/FCO/Passerelle. Ces formations s'adressent aux personnels civils et militaires du ministère des armées ainsi qu'aux volontaires du service militaire volontaire (SMV) sur le territoire métropolitain, Corse incluse.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**3.1 - Procédure de passation**

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande. Il est passé selon la procédure adaptée, en application des articles R.2123-1-3°, R.2123-4, R.2123-5, L.2125-1-1°, R.2162-1, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)

80411000-8 Services des auto-écoles

3.3 - Allotissement – lieux d'exécution**3.3.1 Allotissement**

L'accord-cadre est alloti comme suit :

- Lot 1 Permis B et BE
- Lot 2 Permis C et CE
- Lot 3 Permis D
- Lot 4 FIMO, FCO, Passerelle

3.3.2 Lieux d'exécution

Les formations seront réalisées soit dans les locaux du titulaire, soit dans les locaux de la personne publique, sur l'ensemble du territoire métropolitain Corse comprise.

Les formations organisées dans les locaux du titulaire (c'est-à-dire des locaux mis à disposition par le titulaire) ont lieu à minima dans toutes les villes indiquées à l'article 2.4 « Lieux d'exécution des formations » du CCTP.

3.4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande, comme défini aux articles L.2125-1, R.2162-1, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, sans montant minimum avec un maximum fixé comme suit :

LOT	INTITULÉ	MONTANT MAXIMUM HT PAR PÉRIODE FERME
1	Permis B et BE	7 000 000 €
2	Permis C et Permis CE	3 000 000 €
3	Permis D	1 000 000 €
4	FIMO, FCO, Passerelle	500 000 €

Le montant maximum par lot ne constitue pas un objectif de commandes mais le plafond que l'acheteur ne pourra pas dépasser.

3.5 - Durée et reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

A la fin de cette première période, il est reconduit tacitement pour 24 mois supplémentaires sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

3.6 - Variantes

Les variantes sont interdites.

3.7 - Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 - Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe (cadre de réponse technique) ;
- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe (Annexe financière) ;
- le cahier des clauses particulières (CCAP) et ses annexes.
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> .

4.3 - Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat a remis un pli avant les modifications, il peut en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de remise des plis.

Dans l'hypothèse où les modifications apportées au DCE rendent nécessaire l'octroi d'un délai additionnel, l'acheteur reporte le date de remise des plis initialement prévue. Les opérateurs économiques ayant retiré le dossier sont alors informés de la nouvelle échéance (à l'exception de ceux ayant téléchargé anonymement le DCE).

4.4 - Questions – Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées par les candidats via la plateforme PLACE jusqu'à dix jours avant la date limite de remise des offres. Les réponses correspondantes sont transmises à l'ensemble des candidats au plus tard six jours avant cette même échéance.

ARTICLE 5 - CANDIDATURE

5.1 - Exclusions

Le candidat ne doit pas être dans un des cas d'exclusion visés par les articles L.2141-1 à L.2141-6 (exclusions de plein droit) du code de la commande publique. Lorsqu'un candidat, en cours de procédure, est frappé par une de ces exclusions, il en informe l'acheteur sans délai.

5.2 - Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.3 - Présentation et contenu des candidatures

Le candidat fournira dans son offre son agrément professionnel délivré par la préfecture en cours de validité ainsi que son maillage territorial afin de vérifier sa capacité à assurer les prestations sur tout le territoire national, Corse incluse.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, ou « hors DUME ».

5.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié

Les candidats présentent leur candidature sous la forme du DUME simplifié en renseignant uniquement la partie IV – « indication globale pour tous les critères de sélection ».

Le DUME généré automatiquement au format .xml est à télécharger sur la PLACE puis à renseigner à l'aide de la documentation en ligne disponible ici :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/le-portail-web-service-dume/>

5.3.2 Candidature « hors DUME »

Le candidat qui ne souhaite pas utiliser le DUME peut utiliser les formulaires DC1 et DC2.

En tout état de cause, les documents et renseignements à produire sont :

- Au titre de la capacité du candidat à réaliser les formations sur l'ensemble du territoire métropolitain Corse comprise :

Les candidatures présentent le maillage territorial. Ces renseignements doivent obligatoirement être précisés dans le dossier de candidature.

- Au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Les candidatures présentent la capacité professionnelle du candidat pour garantir la bonne exécution de l'accord-cadre. Ces renseignements doivent obligatoirement être précisés dans le dossier de candidature. La candidature devra présenter l'agrément préfectoral en cours de validité.

- Au titre de la capacité économique et financière :

Montant du capital, chiffre d'affaires des 3 derniers exercices.

Pour les sociétés créées depuis moins de trois ans, une déclaration appropriée de l'organisme bancaire dont le candidat dépend ou tout autre document équivalent attestant de la capacité financière nécessaire à la bonne exécution du marché pourra être demandée.

- Au titre de la capacité technique et professionnelle :

Les intervenants sont des professionnels ayant une expérience significative dans l'objet du présent marché et une expertise avérée. Ils sont en possession de la carte d'autorisation d'enseigner en cours de validité qui pourra être demandée par l'administration.

- Obligations environnementales :

Les candidats concernés par l'article L229-25 du code de l'environnement fournissent dans leur offre le dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) réalisé.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ceux-ci et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

5.4 - Examen des candidatures

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution de l'accord-cadre sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale.

Si un opérateur économique candidate à plusieurs lots, ses capacités professionnelles, techniques et financières sont examinées lot par lot.

Conformément à l'article R2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

5.5 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique. Dans ce cas, la solidarité est exigée, pour l'exécution de l'accord-cadre, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les documents, dont une signature est demandée au titre de la présente consultation, devront être signés par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME simplifié distinct.

5.6 - Précisions sur la sous-traitance

5.6.1 Candidature sous forme DUME simplifié

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME simplifié et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part de l'accord-cadre, il renseigne la partie II-D du DUME simplifié et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

5.6.2 Candidature hors DUME

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

En cas de reconduction de l'accord-cadre, et sauf déclaration contraire du titulaire du marché qui devra faire l'objet d'un acte spécial modificatif, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

ARTICLE 6 - OFFRE

6.1 - Présentation de l'offre

Pour chaque lot, les documents à fournir au titre de l'offre sont :

- l'acte d'engagement¹ (ATTRI 1) ;
- l'annexe financière ;
- le mémoire technique (à rédiger suivant le cadre de réponse en annexe 1 au RC);
- L'annexe « coordonnées des sites » dûment remplie ;
- un RIB.

6.2 - Supports de cours

☐ Oui ☒ Non

6.3 - Examen des offres

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur peut examiner les offres avant les candidatures. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du code de la commande publique sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Les offres inacceptables peuvent devenir acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'acheteur peut demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

6.4 - Critères d'attribution

L'accord-cadre sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

¹ L'acte d'engagement n'a pas à être obligatoirement signé lors de son dépôt. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra le signer (de façon électronique ou manuscrite) avant notification. Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, l'acheteur offre la possibilité aux candidats de le transmettre signé au moment du dépôt de l'offre.

CRITERE TECHNIQUE POUR TOUS LES LOTS 1 & 2 Noté sur 60 points et apprécié au regard du contenu du mémoire technique remis par le candidat.		Détail de la notation	Note global du sous-critère
Sous-critère 1 : Qualité des moyens organisationnels	Qualité de la relation client évaluée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat conformément au CRT	5 pts	32 pts
	Nombre d'intervenants disponibles pour les formations. Moins de 100 : 0 De 100 à 199 : 2 pts De 200 à 299 : 4 pts De 300 à 400 : 6 pts Plus de 400 : 8 pts	8 pts	
	Nombre de centres de formation au sein du réseau : Moins de 20 : 0 point De 20 à 40 : 3 pts De 41 à 60 : 6 pts Plus de 60 : 8 pts	8 pts	
	Nombre de centres offrant une formation accélérée pour le permis B et BE : Moins de 20 : 0 point De 20 à 40 : 3 pts De 41 à 60 : 6 pts Plus de 60 : 8 pts	8 pts	
	Villes souhaitées Moins de 5 : 0 point De 5 à 10 : 1 point De 10 à 15 : 2 points Plus de 15 : 3 points	3 pts	
Sous-critère 2 : Qualité de la formation	Qualité de la formation, méthodes pédagogiques utilisées (présentiel, e-learning assisté ou non, présence d'un moniteur pour la correction des exercices de code...).	10 pts	15 pts
	Effectifs maximum par session/cours	5 pts	
Sous-critère 3 Critère environnemental	Qualité des actions en faveur de l'environnement mises en place dans l'exécution des prestations objet du marché	5 pts	13 pts
	Age moyen des véhicules : Plus de 5 ans : 0 De 2 à 5 ans : 2 pts Moins de 2 ans : 4 pts	4 pts	
	Utilisation de carburants alternatifs	4 pts	

CRITERE TECHNIQUE POUR TOUS LES LOTS 3 & 4 Noté sur 60 points et apprécié au regard du contenu du mémoire technique remis par le candidat.		Détail de la notation	Note global du sous-critère
Sous-critère 1 : Qualité des moyens organisationnels	Qualité de la relation client évaluée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat conformément au CRT	5 pts	32 pts
	Nombre d'intervenants disponibles pour les formations. Moins de 50 : 0 De 50 à 90 : 2 pts De 91 à 120 : 4 pts Plus de 120 : 8 pts	8 pts	
	Nombre de centres de formation au sein du réseau : Moins de 20 : 0 point De 20 à 40 : 3 pts De 41 à 60 : 6 pts Plus de 60 : 8 pts	8 pts	
	Nombre de centres offrant une formation accélérée : Moins de 20 : 0 point De 20 à 40 : 3 pts De 41 à 60 : 6 pts Plus de 60 : 8 pts	8 pts	
	Villes souhaitées Moins de 5 : 0 point De 5 à 10 : 1 point De 10 à 15 : 2 points Plus de 15 : 3 points	3 pts	
Sous-critère 2 : Qualité de la formation	Qualité de la formation, méthodes pédagogiques utilisées (présentiel, e-learning assisté ou non, présence d'un moniteur pour la correction des exercices de code...).	10 pts	15 pts
	Effectifs maximum par session/cours	5 pts	
Sous-critère 3 Critère environnemental	Qualité des actions en faveur de l'environnement mises en place dans l'exécution des prestations objet du marché	5 pts	13 pts
	Age moyen des véhicules : Plus de 5 ans : 0 De 2 à 5 ans : 2 pts Moins de 2 ans : 4 pts	4 pts	
	Utilisation de carburants alternatifs	2 pts	
	Véhicules norme Euro 6 (fournir cartes grises)	2 pts	

Toute note inférieure à 40 points/ 60 au critère technique sera éliminatoire.

CRITERE PRIX POUR LES 4 LOTS

Noté sur 40 points

(Analysé sur la base TTC de l'annexe financière remplie par le candidat)

Le critère prix sera évalué selon la pondération suivante :

offre = somme des postes auxquels est appliqué un coefficient :

Prix du lot n = 0,45 X (Σ sous-postes A) + 0,10 X (Σ sous-postes B) + 0,45 X (Σ sous-postes C)

Les sous-postes A, B et C sont définis comme suit :

Lot	Sous postes A	Sous postes B	Sous postes C
1	Sous-postes 1-1 à 1-4	Sous-postes 1-5 à 1-7	Sous-postes 1-8 à 1-9bis
2	Sous-postes 2-1 à 2-3	Sous-postes 2-4 à 2-6	Sous-postes 2-7 à 2-8
3	Sous-postes 3-1 à 3-3	Sous-postes 3-4 à 3-6	Sous-postes 3-7 à 3-8
4	Sous-postes 4-1 à 4-2	Sous-postes 4-3 à 4-4	Sous-postes 4-5 à 4-6

Les offres seront alors notées selon la formule suivante :

Note par lot = 40 * (offre la moins élevée/offre du candidat à noter).

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

6.5 - Négociation

A la suite de l'analyse des offres, l'acheteur négociera avec les 4 meilleures offres. La négociation pourra porter sur des aspects techniques comme financiers.

Toutefois et conformément à l'article R.2123.5 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

6.6 - Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise de la dernière offre.

6.7 - Conditions de remise des plis et modalités de signature électronique

Les plis seront déposés sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à la date et heure limite indiquée sur la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Il est recommandé aux opérateurs économiques souhaitant soumettre une offre de procéder au dépôt de leur dossier plusieurs heures avant l'échéance et de vérifier préalablement la qualité de leur connexion.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature électronique;
- à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus sur le site PLACE (Guide d'utilisation – utilisateur entreprise) ou sur le site internet de la Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers (Guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics- version opérateurs économiques).

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1 - Documents à fournir

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre est tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuves listés ci-après, sauf si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir, dans un délai fixé par l'acheteur, les documents suivants :

- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;
- le cas échéant un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- un extrait K ou Kbis ou équivalent ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Les attestations d'assurance responsabilité civile professionnelle ainsi que celles des véhicules et remorques (y compris l'assurance des véhicules concernant le passage de l'examen pratique) ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

En cas de groupement, le soumissionnaire devra fournir un mandat entre membres signé par chaque mandant. En l'absence du document signé, le marché ne pourra être attribué au soumissionnaire.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

7.2 - Signature de l'accord-cadre ou du marché

Seul le candidat retenu est tenu de signer les documents de l'accord-cadre. S'il ne l'a pas signé lors de la remise de son offre, l'acte d'engagement lui sera transmis pour signature.

Il est rappelé que ces documents ne peuvent être signés que par une personne en capacité d'engager l'opérateur économique.

Dans le cas d'une signature électronique, celle-ci doit reposer sur un certificat qualifié en cours de validité de niveau 3 ou 4 conforme au règlement eIDAS (Règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur).

A défaut, les documents seront considérés comme non signés.

Si le candidat retenu ne peut signer l'acte d'engagement dans le délai qui lui sera imparti dans la lettre d'envoi de l'acte d'engagement, il sera éliminé et la même demande sera adressée au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.

ARTICLE 8 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME simplifié, ce dernier doit être rédigé en français.

ARTICLE 9 - CONTENTIEUX

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte – CS 44416
35044 Rennes cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopieur : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr